

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

N° 340 / Septembre 2021

ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES

AU 30 JUIN 2021

Une activité bancaire dynamique dans un contexte incertain

Dans un contexte d'incertitude lié à la crise du Covid-19, avec un confinement du Territoire de mars à mai, et avec les difficultés d'approvisionnement liés à la fermeture des frontières, l'activité bancaire du Territoire poursuit sa progression.

Les différentes mesures de soutien (PGE, aide d'activité partielle, report de charges, fonds de solidarité des entreprises) ont pu permettre aux **entreprises** de renforcer leur trésorerie. Les dépôts à vue se situent à un niveau élevé, avec une progression de 20,0 % en glissement annuel. Cela a aussi soutenu l'activité de crédit, qui est en forte expansion.

Pour les **ménages**, la croissance des dépôts à vue et de l'épargne de manière générale (notamment les livrets ordinaires) a également été importante, traduisant la constitution d'une épargne de précaution et la non-possibilité de consommer, avec le confinement et les restrictions de déplacement.

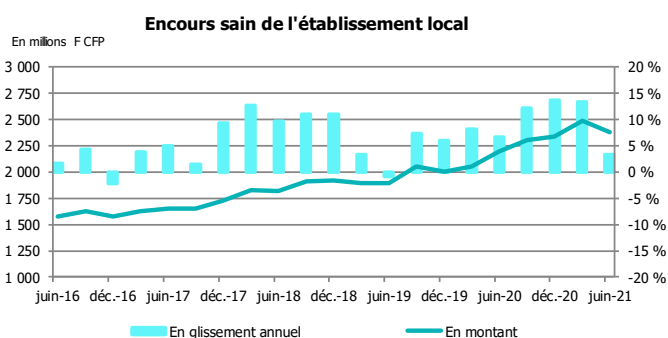
L'activité bancaire locale poursuit sa progression

Le premier semestre 2021 maintient une trajectoire de croissance, après les fortes progressions des derniers semestres. **L'encours sain total des crédits octroyés par le système bancaire local** augmente sur le semestre (+2,1 %) et sur l'année (+8,7 %). Cette évolution est due à la forte progression des crédits aux entreprises.

Les **crédits accordés aux entreprises** progressent en effet fortement, en rythme semestriel (+34,7 %) comme en rythme annuel (+36,7 %). Les **crédits accordés aux particuliers** diminuent de 2,5 % sur un an, avec la diminution des crédits à la consommation (-2,2 %) et surtout des crédits à l'habitat (14,1 millions de F CFP contre 19,0 millions de F CFP à fin juin 2020).

En conséquence, l'encours des crédits aux ménages représente 63,7 % de l'encours sain à fin juin 2021 contre 71,1 % en juin 2020. La part des entreprises dans l'encours sain local accélère sa progression, entamée depuis la fin de l'année 2017, pour s'établir à 36,0 % (+7,4 points par rapport à juin 2020). Le taux de créances douteuses portées par l'établissement de crédit local diminue par rapport à décembre 2020 (-0,1 point) et reste à un niveau faible de 2,4 %. Avec la hausse des crédits octroyés et le maintien d'un faible taux de créances douteuses, la **qualité du portefeuille** continue de s'améliorer.

En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission. Mais **la part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission** poursuit sa diminution (-2,3 points sur un an, -0,5 point sur le semestre) et représente 22,2 % du total des engagements. Cette évolution s'explique par la forte diminution des crédits aux collectivités locales suite au remboursement d'un prêt d'un établissement de crédit hors zone d'émission. À fin juin 2021, les entreprises se financent pour plus des deux tiers (70,9 %) auprès du système bancaire local, contre 62,3 % un an auparavant. Les crédits aux ménages sont, quant à eux, en quasi-totalité accordés localement (98,6 %).

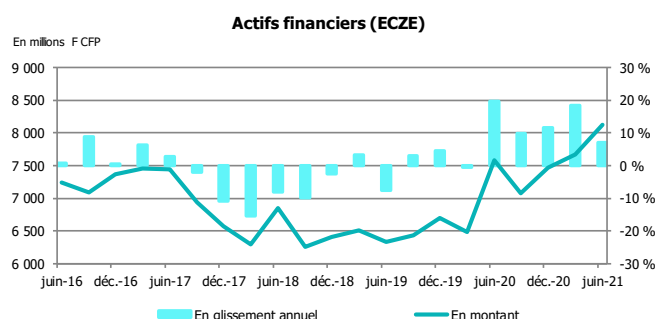


À fin juin 2021, l'encours sain total des crédits octroyés aux agents économiques par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 3,1 milliards de F CFP, en hausse de 5,5 % en glissement annuel. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des crédits accordés aux entreprises (+20,3 %), et malgré la baisse des crédits accordés aux collectivités locales (-10,6 %) et aux ménages (-2,6 %).

Augmentation des actifs des entreprises et des ménages

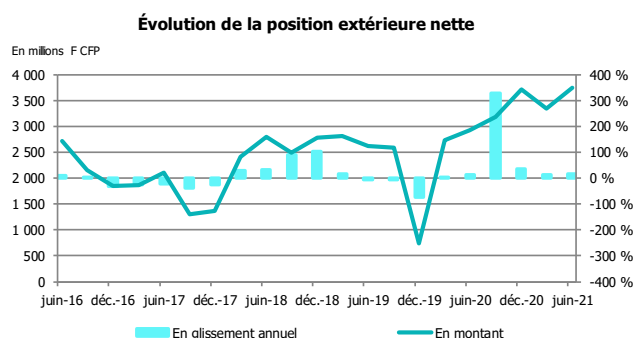
Au 30 juin 2021, l'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques du Territoire est en hausse de 7,2 % sur un an. Cette évolution est due à la hausse des actifs des entreprises (+20,0 %) et des ménages (+12,9 %). A contrario, les actifs des collectivités locales sont en recul (-42,3 %). La part des entreprises dans le total des actifs augmente sur l'année, passant de 36,5 % à 40,9 %, contrairement à la part des collectivités locales qui passe de 15,1 % à 8,1 %. La part des ménages augmente également, à 51,0 % (contre 48,3 % fin juin 2020).

Parallèlement aux dépôts à vue et à terme, le système bancaire collecte d'autres types de placements (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. En raison de l'augmentation des encours sur les contrats d'assurance-vie, qui continuent de représenter la quasi-totalité (89,7 %) de l'épargne collectée par les banques (mais gérée en dehors de la zone d'émission), ces avoirs sont en hausse sur l'année (+7,2 %). Il est à noter que, suite à la disparition de l'épargne à long terme des autres agents (collectivités locales) durant l'année 2018, ce type d'épargne est détenu par les ménages, les entreprises n'en possédant qu'une part négligeable.



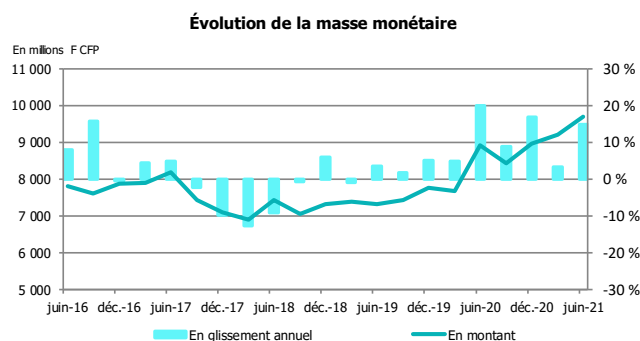
Amélioration de la position extérieure nette

Le système bancaire local enregistre, comme depuis 2017, une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle, à savoir la différence entre le montant de l'encours de crédit et le montant de l'encours des dépôts collectés localement, qui s'établit à -3,3 milliards de F CFP au 30 juin 2021 contre -2,9 milliards de F CFP un an auparavant. Cette amélioration s'explique par la progression plus importante des dépôts collectés (+587 millions de F CFP) que des crédits bruts (+198 millions de F CFP). Les dépôts collectés représentent 89,0 % des ressources locales, contre 88,8 % à fin juin 2020. La position extérieure nette s'établit à 3 744 millions de F CFP (+27,8 % sur un an). Cette hausse, en glissement annuel, du solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement positif sur le Territoire, est causé par la remontée progressive des placements hors zone d'émission qui avaient connu une forte chute à fin décembre 2019.

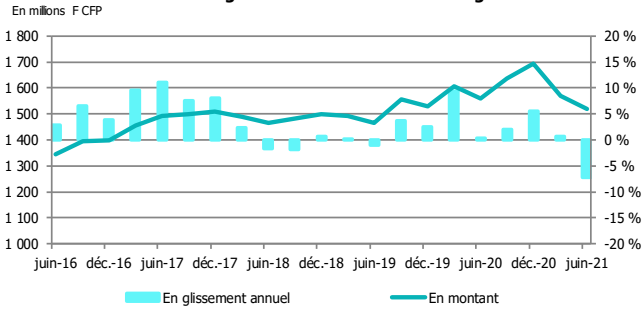


Une masse monétaire qui maintient sa croissance

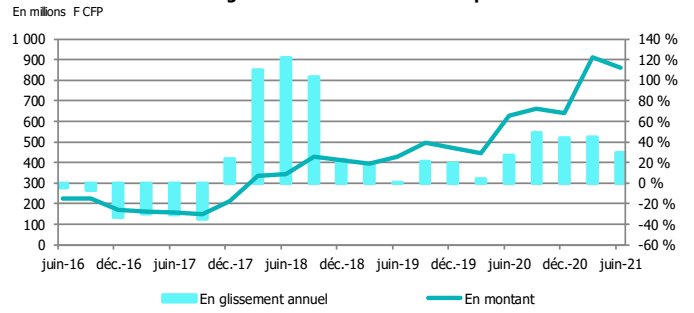
Le rythme de croissance de la masse monétaire (M3) est en hausse de 8,6 % en glissement annuel à fin juin 2021. Elle s'établit à 9,7 milliards de F CFP. Cette croissance résulte de la hausse : des dépôts à vue (+6,8 %), qui passent de 5 675 millions de F CFP à fin juin 2020 à 6 062 millions de F CFP à fin juin 2021 ; ainsi que de celle de la circulation fiduciaire, à 2 910 millions de F CFP à fin juin 2021 (+12,1 %). La part des dépôts à vue dans la masse monétaire reste stable (62,5 % à fin juin 2021 contre 63,6 % à fin juin 2020), la croissance des dépôts à vue et celle de la masse monétaire se faisant au même rythme. Les niveaux des comptes sur livret sont en progression (+10,1 %) en glissement annuel, passant de 652 millions à 718 millions de F CFP à fin juin 2021.



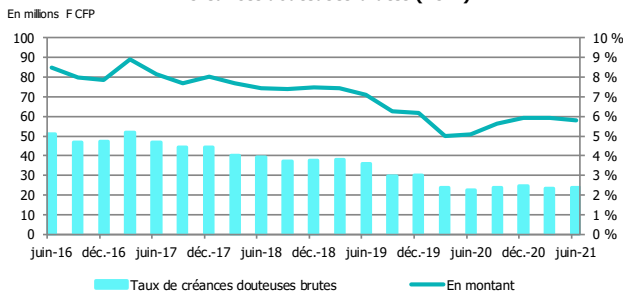
Évolution globale des crédits aux ménages



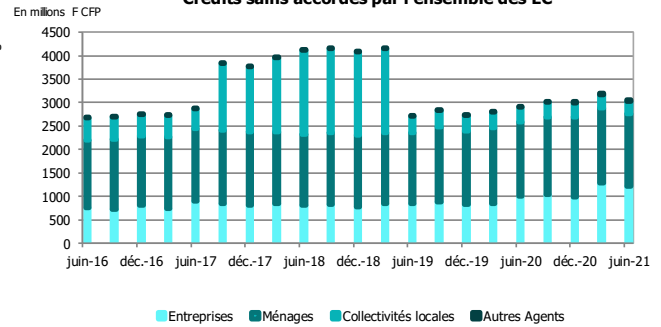
Évolution globale des crédits aux entreprises



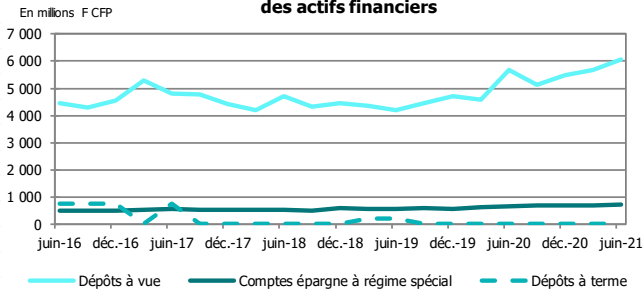
Créances douteuses brutes (ECZE)



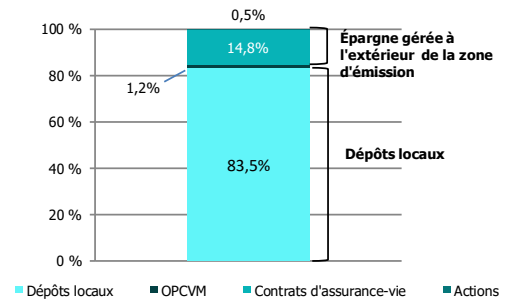
Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



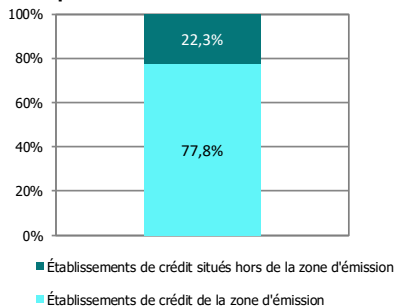
Évolution des principales composantes des actifs financiers



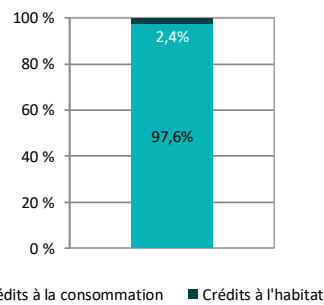
Répartition des dépôts



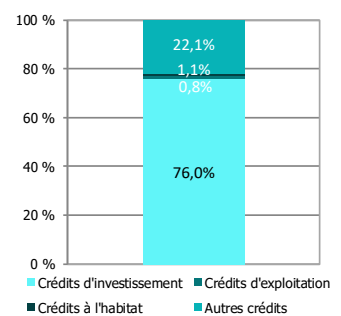
Répartition des concours bancaires sains



Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



Tableaux statistiques

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 104	2 218	2 355	2 595	2 635	2 792	2 849	2 910	4,2%	12,1%
<i>Billets</i>	2 105	2 219	2 355	2 594	2 633	2 790	2 847	2 908	4,2%	12,1%
<i>Pièces</i>	-1	0	1	1	2	2	2	2	2,7%	232,3%
Dépôts à vue	4 795	4 704	4 182	5 675	5 128	5 472	5 671	6 062	10,8%	6,8%
TOTAL M1	6 899	6 923	6 537	8 270	7 763	8 264	8 521	8 972	8,6%	8,5%
M2-M1	545	514	569	652	674	695	693	718	3,3%	10,1%
Comptes sur livrets	545	514	569	652	674	695	693	718	3,3%	10,1%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	7 444	7 436	7 106	8 922	8 437	8 959	9 214	9 690	8,2%	8,6%
M3-M2	744	4	204	3	3	3	3	3	0,0%	0,0%
Dépôts à terme	744	4	204	3	3	3	3	3	0,0%	0,0%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	8 188	7 440	7 310	8 925	8 440	8 962	9 217	9 692	8,2%	8,6%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	8 188	7 440	0	8 925	8 440	8 962	9 217	9 692	8,2%	8,6%

Contreparties de la masse monétaire

	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	7 018	6 643	6 805	7 669	7 650	7 842	6 866	8 937	14,0%	16,5%
Institut d'émission	4 903	3 841	4 183	4 738	4 463	4 128	3 514	5 193	25,8%	9,6%
Établissements de crédit	2 115	2 802	2 621	2 930	3 187	3 715	3 352	3 744	0,8%	27,8%
Créances du Trésor public	1 279	1 054	822	1 056	784	687	715	899	30,9%	-14,9%
Concours sur ressources monétaires	-110	-293	-352	200	1	433	1 634	-143	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 738	1 891	1 970	2 244	2 362	2 394	2 544	2 442	2,0%	8,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 847	2 184	2 322	2 044	2 360	1 962	910	2 585	31,8%	26,5%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>605</i>	<i>605</i>	<i>607</i>	<i>606</i>	<i>605</i>	<i>594</i>	<i>595</i>	<i>596</i>	<i>0,2%</i>	<i>-1,7%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>72</i>	<i>68</i>	<i>65</i>	<i>41</i>	<i>43</i>	<i>36</i>	<i>35</i>	<i>36</i>	<i>1,5%</i>	<i>-10,7%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 171</i>	<i>1 511</i>	<i>1 650</i>	<i>1 397</i>	<i>1 707</i>	<i>1 331</i>	<i>281</i>	<i>1 953</i>	<i>46,7%</i>	<i>39,8%</i>
Total M3	8 187	7 403	7 275	8 925	8 435	8 962	9 214	9 692	8,2%	8,6%
Position extérieure nette	2 115	2 802	2 621	2 930	3 187	3 715	3 352	3 744	0,8%	27,8%

Équilibre emplois - ressources

	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
Emplois	5 317	4 875	4 713	5 768	5 688	6 119	6 180	6 417	4,9%	11,3%
Excédent des opérations diverses des EC	1 269	0	0	49	0	0	0	0	n.s	-100,0%
Crédits bruts (1)	1 738	1 891	1 970	2 244	2 362	2 394	2 544	2 442	2,0%	8,8%
Réserves obligatoires et libres	195	182	121	545	139	10	284	231	2218,7%	-57,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 115	2 802	2 621	2 930	3 187	3 715	3 352	3 744	0,8%	27,8%
Ressources	5 317	4 912	3 928	5 768	5 694	6 119	6 182	6 417	4,9%	11,3%
Dépôts collectés (- encaisses) (2)	4 640	4 021	672	5 121	4 912	5 272	5 433	5 708	8,3%	11,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	677	673	148	647	649	630	630	632	0,3%	-2,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	218	0	0	133	217	120	77	-64,4%	n.s
Réescompte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Solde emplois - ressources clientèle (= 1-2)*	-2 902	-2 130	0	-2 877	-2 550	-2 878	-2 889	-3 266	13,5%	13,5%

*Solde positif = déficit ; Solde négatif = excédent

Les placements

									Variations	
	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	1 sem	1 an
Sociétés non financières	2 453,5	2 470,6	2 159,6	2 768,6	2 726,6	3 102,6	3 171,1	3 323,0	7,1%	20,0%
Dépôts à vue	2 440,8	2 469,6	1 958,8	2 768,0	2 726,1	3 101,9	3 170,2	3 322,1	7,1%	20,0%
Placements liquides ou à court terme	12,7	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	12,7	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>dont comptes à terme</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>200,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>12,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Épargne à long terme	0,0	1,0	0,7	0,6	0,5	0,7	0,8	0,8	16,7%	40,0%
Ménages	2 880,4	3 260,5	3 359,5	3 666,2	3 787,2	3 871,8	3 913,4	4 140,2	6,9%	12,9%
Dépôts à vue	1 184,0	1 346,0	1 429,7	1 779,2	1 856,9	1 886,3	1 928,1	2 092,2	10,9%	17,6%
Placements liquides ou à court terme	523,0	497,6	555,4	636,5	658,7	681,4	679,5	707,3	3,8%	11,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	523,0	497,6	555,4	636,5	658,7	681,4	679,5	707,3	3,8%	11,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>523,0</i>	<i>497,6</i>	<i>555,4</i>	<i>636,5</i>	<i>658,7</i>	<i>681,4</i>	<i>679,5</i>	<i>707,3</i>	<i>3,8%</i>	<i>11,1%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Épargne à long terme	1 173,4	1 416,9	1 374,3	1 250,5	1 271,6	1 304,2	1 305,7	1 340,7	2,8%	7,2%
<i>dont actions</i>	<i>17,8</i>	<i>28,0</i>	<i>27,7</i>	<i>25,8</i>	<i>29,0</i>	<i>32,0</i>	<i>32,5</i>	<i>39,0</i>	<i>22,0%</i>	<i>51,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>98,2</i>	<i>75,5</i>	<i>71,4</i>	<i>75,5</i>	<i>78,6</i>	<i>88,1</i>	<i>95,6</i>	<i>97,7</i>	<i>11,0%</i>	<i>29,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 057,4</i>	<i>1 313,4</i>	<i>1 275,3</i>	<i>1 149,2</i>	<i>1 164,0</i>	<i>1 184,1</i>	<i>1 177,7</i>	<i>1 204,0</i>	<i>1,7%</i>	<i>4,8%</i>
Autres agents	2 113,6	1 118,6	810,2	1 146,1	563,5	500,0	589,3	661,0	32,2%	-42,3%
Dépôts à vue	1 170,0	888,7	793,3	1 127,6	545,2	483,5	573,1	647,7	34,0%	-42,6%
Placements liquides ou à court terme	766,1	20,0	16,9	18,5	18,3	16,5	16,2	13,3	-19,3%	-27,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	22,5	16,3	13,3	15,8	15,6	13,8	13,6	10,7	-23,0%	-32,5%
Placements indexés sur les taux de marché	743,7	3,7	3,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>743,7</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
Épargne à long terme	177,5	209,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Total actifs financiers	7 447,6	6 849,7	6 329,2	7 580,9	7 077,3	7 474,4	7 673,7	8 124,2	8,7%	7,2%
Dépôts à vue	4 794,9	4 704,3	4 181,8	5 674,8	5 128,2	5 471,7	5 671,4	6 062,0	10,8%	6,8%
Placements liquides ou à court terme	1 301,8	517,5	772,4	655,0	677,0	697,9	695,8	720,6	3,3%	10,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	545,4	513,9	568,7	652,3	674,3	695,2	693,1	717,9	3,3%	10,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>545,4</i>	<i>513,9</i>	<i>568,7</i>	<i>652,3</i>	<i>674,3</i>	<i>695,2</i>	<i>693,1</i>	<i>717,9</i>	<i>3,3%</i>	<i>10,1%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	756,4	3,7	203,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	0,0%	0,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>743,7</i>	<i>3,7</i>	<i>203,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>12,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Épargne à long terme	1 350,9	1 627,8	1 375,1	1 251,1	1 272,1	1 304,9	1 306,5	1 341,6	2,8%	7,2%
<i>dont actions</i>	<i>17,9</i>	<i>29,0</i>	<i>28,4</i>	<i>26,4</i>	<i>29,5</i>	<i>32,7</i>	<i>33,3</i>	<i>39,9</i>	<i>21,9%</i>	<i>51,1%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>177,4</i>	<i>209,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>98,2</i>	<i>75,5</i>	<i>71,4</i>	<i>75,5</i>	<i>78,6</i>	<i>88,1</i>	<i>95,6</i>	<i>97,7</i>	<i>11,0%</i>	<i>29,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 057,4</i>	<i>1 313,4</i>	<i>1 275,3</i>	<i>1 149,2</i>	<i>1 164,0</i>	<i>1 184,1</i>	<i>1 177,7</i>	<i>1 204,0</i>	<i>1,7%</i>	<i>4,8%</i>

	juin-17	juin-18	déc-18	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	1 sem	1 an
Dépôts locaux	6 084,0	5 221,9	4 954,2	6 329,8	5 805,2	6 169,6	6 367,2	6 782,6	9,9%	7,2%
Dépôts à vue	4 794,9	4 704,3	4 181,8	5 674,8	5 128,2	5 471,7	5 671,4	6 062,0	10,8%	6,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	545,4	513,9	568,7	652,3	674,3	695,2	693,1	717,9	3,3%	10,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>545,4</i>	<i>513,9</i>	<i>568,7</i>	<i>652,3</i>	<i>674,3</i>	<i>695,2</i>	<i>693,1</i>	<i>717,9</i>	<i>3,3%</i>	<i>10,1%</i>
Dépôts à terme	743,7	3,7	203,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	0,0%	0,0%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	1 363,6	1 627,8	1 375,1	1 251,1	1 272,1	1 304,9	1 306,5	1 341,6	2,8%	7,2%
<i>dont actions</i>	<i>17,9</i>	<i>29,0</i>	<i>28,4</i>	<i>26,4</i>	<i>29,5</i>	<i>32,7</i>	<i>33,3</i>	<i>39,9</i>	<i>21,9%</i>	<i>51,1%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>177,4</i>	<i>209,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>12,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>78,6</i>	<i>0,0</i>	<i>95,6</i>	<i>97,7</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>98,2</i>	<i>75,5</i>	<i>71,4</i>	<i>75,5</i>	<i>1 164,0</i>	<i>88,1</i>	<i>1 177,7</i>	<i>1 204,0</i>	<i>1267,1%</i>	<i>1493,9%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 057,4</i>	<i>1 313,4</i>	<i>1 275,3</i>	<i>1 149,2</i>	<i>7 077,3</i>	<i>1 184,1</i>	<i>7 673,7</i>	<i>8 124,2</i>	<i>586,1%</i>	<i>607,0%</i>
Total actifs financiers	7 447,6	6 849,7	6 329,2	7 580,9	7 077,3	7 474,4	7 673,7	8 124,2	8,7%	7,2%

Les crédits à l'économie

Etablissement de crédit local

	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	Variations	
									1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	4,5	5,7	51,4	64,4	5,6	20,2	10,3	10,1	-49,9%	-84,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,5	5,7	51,4	64,4	0,6	1,5	4,1	2,1	42,2%	-96,8%
Crédits d'investissement	42,8	190,4	165,8	239,2	333,8	308,5	605,8	568,6	84,3%	137,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	42,8	190,4	165,8	239,2	333,8	308,5	605,8	568,6	84,3%	137,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	15,2	10,3	6,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
Crédits à l'habitat	32,7	32,1	23,0	18,0	16,8	15,5	14,2	12,9	-16,9%	-28,1%
Autres crédits	75,6	117,1	188,1	307,5	306,8	294,0	281,1	268,2	-8,8%	-12,8%
Encours sain	155,6	345,3	428,3	629,1	662,9	638,2	911,4	859,8	34,7%	36,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 453,6	1 439,9	1 443,3	1 540,5	1 621,0	1 676,4	1 554,3	1 505,9	-10,2%	-2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 434,7	1 425,7	1 428,5	1 524,8	1 605,3	1 659,3	1 536,7	1 494,7	-9,9%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,9	14,1	14,8	15,7	15,7	17,1	17,6	11,2	-34,5%	-28,8%
Crédits à l'habitat	39,1	27,1	22,8	19,0	16,6	15,8	15,0	14,1	-10,6%	-25,5%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 492,7	1 467,0	1 466,1	1 559,5	1 637,7	1 692,2	1 569,3	1 520,1	-10,2%	-2,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	8,0	4,2	4,6	4,5	4,8	4,8	4,6	4,3	-10,0%	-5,4%
TOTAL										
Encours sain	1 656,3	1 816,4	1 898,9	2 193,1	2 305,4	2 335,1	2 485,3	2 384,2	2,1%	8,7%
Créances douteuses brutes	81,5	74,5	71,2	50,7	56,4	59,3	59,1	57,8	-2,6%	14,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9,9	6,6	6,7	9,8	13,0	23,3	24,2	21,3	-8,7%	116,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,8	1,3	1,2	4,1	7,3	7,3	6,7	4,3	-41,4%	3,5%
<i>(dt) Ménages</i>	9,0	5,3	5,4	5,7	5,7	16,0	17,5	17,0	6,2%	199,5%
Provisions	71,6	67,9	64,5	40,9	43,4	36,0	34,9	36,5	1,5%	-10,7%
Encours brut total	1 737,8	1 890,9	1 970,1	2 243,8	2 361,8	2 394,5	2 544,3	2 441,9	2,0%	8,8%
Taux de créances douteuses	4,7%	3,9%	3,6%	2,3%	2,4%	2,5%	2,3%	2,4%	-0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	87,9%	91,1%	90,6%	80,6%	76,9%	60,6%	59,0%	63,1%	2,5 pt	-17,5 pt

Ensemble des établissements de crédit

									Variations	
	juin-17	juin-18	juin-19	juin-20	sept-20	déc-20	mars-21	juin-21	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	147,9	35,1	52,5	64,4	5,6	20,2	10,3	10,1	-49,9%	-84,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	1,1	0,0	5,0	18,7	6,2	8,0	-57,1%	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	147,9	35,1	51,4	64,4	0,6	1,5	4,1	2,1	42,2%	-96,8%
Crédits d'investissement	633,3	628,1	578,4	618,8	703,0	651,2	985,3	921,9	41,6%	49,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	633,3	628,1	578,4	618,8	703,0	651,2	985,3	921,9	41,6%	49,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	15,5	12,2	6,0	4,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1%	-94,4%
Crédits à l'habitat	32,7	32,1	23,0	18,0	16,8	15,5	14,2	12,9	-16,9%	-28,1%
Autres crédits	75,6	117,1	188,1	307,5	306,8	294,0	281,1	268,2	-8,8%	-12,8%
Encours sain	889,5	812,4	842,0	1 008,7	1 032,1	980,9	1 290,9	1 213,1	23,7%	20,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 453,6	1 439,9	1 443,3	1 540,5	1 621,0	1 676,4	1 554,3	1 505,9	-10,2%	-2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 434,7	1 425,7	1 428,5	1 524,8	1 605,3	1 659,3	1 536,7	1 494,7	-9,9%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,9	14,1	14,8	15,7	15,7	17,1	17,6	11,2	-34,5%	-28,8%
Crédits à l'habitat	106,0	69,2	69,9	43,5	40,6	39,2	38,3	36,8	-6,0%	-15,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 559,6	1 509,0	1 513,2	1 584,0	1 661,7	1 715,5	1 592,6	1 542,8	-10,1%	-2,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	418,6	1 800,9	47,6	306,8	306,8	290,8	275,4	274,3	-5,7%	-10,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	418,6	1 800,9	47,6	306,8	306,8	290,8	275,4	274,3	-5,7%	-10,6%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	304,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	418,6	1 800,9	352,3	306,8	306,8	290,8	275,4	274,3	-5,7%	-10,6%
Autres agents										
Encours sain	8,1	4,2	7,7	4,7	4,9	34,9	34,6	34,3	-1,7%	635,0%
TOTAL										
Encours sain	2 875,8	4 126,5	2 715,1	2 904,1	3 005,5	3 022,1	3 193,4	3 064,4	1,4%	5,5%
<i>dont ECHZE</i>	1 219,5	2 310,1	816,2	711,0	700,1	687,0	708,2	680,3	-1,0%	-4,3%
Créances douteuses brutes	132,3	131,2	116,7	98,6	126,5	122,6	120,9	124,2	1,3%	26,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	36,7	43,2	38,1	42,0	67,3	71,1	70,9	72,6	2,0%	72,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	2,4	1,5	1,6	5,6	8,8	8,6	8,0	5,5	-36,5%	-1,6%
<i>(dt) Ménages</i>	34,3	41,7	36,5	36,4	58,6	62,5	62,9	67,1	7,3%	84,3%
Provisions	95,6	88,0	78,6	56,6	59,1	51,5	50,0	51,6	0,3%	-8,8%
Encours brut total	3 008,1	4 257,7	2 831,8	3 002,7	3 132,0	3 144,7	3 314,3	3 188,6	1,4%	6,2%
Taux de créances douteuses	4,4%	3,1%	4,1%	3,3%	4,0%	3,9%	3,6%	3,9%	0,0 pt	0,6 pt
Taux de provisionnement	72,3%	67,1%	67,4%	57,4%	46,8%	42,0%	41,4%	41,6%	-0,4 pt	-15,8 pt

MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation régionale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.